

ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE DES MATIÈRES

établie par le Service des Archives
de l'Assemblée Nationale

Du 2 avril au 31 décembre 1986

8^e LÉGISLATURE

Seconde session ordinaire de 1985-1986.....	Du 2 avril au 30 juin 1986
Troisième session extraordinaire de 1985-1986 ...	Du 1 ^{er} juillet au 12 août 1986
Première session ordinaire de 1986-1987.....	Du 2 octobre au 20 décembre 1986

EXPLICATION DES SIGLES

A.C.P.....	Afrique, Caraïbes, Pacifique.	C.N.P.F.....	Conseil national du patronat français.
A.C.P.....	Agence centrale de presse.	C.N.R.A.C.L.....	Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales.
A.D.A.S.E.A.....	Association départementale d'aménagement des structures des exploitations agricoles.	C.N.R.S.....	Centre national de la recherche scientifique.
A.F.M.E.....	Agence française pour la maîtrise de l'énergie.	C.N.U.C.E.D.....	Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement.
A.F.P.....	Agence France-presse.	C.O.B.....	Commission des opérations de bourse.
A.F.P.A.....	Association pour la formation professionnelle des adultes.	C.O.D.E.R.....	Commission de développement économique régional.
A.I.T.V.....	Agence internationale francophone d'images de télévision.	C.O.T.O.R.E.P.....	Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel.
A.J.E.....	Allocation au jeune enfant.	C.P.....	Code pénal.
A.N.A.H.....	Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.	C.R.T.....	Conseils régionaux du tourisme.
A.N.P.E.....	Agence nationale pour l'emploi.	C.S.C.O.....	Conseil supérieur de coordination et d'orientation de l'économie agricole.
A.N.T.....	Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer.	C.S.F.E.....	Conseil supérieur des Français de l'étranger.
A.N.V.A.R.....	Agence nationale pour la valorisation de la recherche.	C.U.M.A.....	Coopérative d'utilisation de matériels agricoles.
A.P.E.....	Allocation parentale d'éducation.	D.A.T.A.R.....	Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.
A.S.S.E.D.I.C.....	Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.	D.D.A.S.S.....	Direction départementale d'action sanitaire et sociale.
A.T.O.S.....	Agents, techniciens, ouvriers et secrétaires.	D.F.C.I.....	Défense forestière contre les incendies.
B.A.P.S.A.....	Budget annexe des prestations sociales agricoles.	D.G.E.....	Dotation globale d'équipement.
B.I.C.....	Bénéfices industriels et commerciaux.	D.G.F.....	Dotation globale de fonctionnement.
B.R.G.M.....	Bureau de recherches géologiques et minières.	D.G.T.....	Direction générale des télécommunications.
B.T.P.....	Bâtiments et travaux publics.	D.M.O.S.....	Diverses mesures d'ordre social.
B.U.M.I.D.O.M.....	Bureau pour le développement des migrations intéressant les D.O.M.	D.O.M.....	Département d'outre-mer.
C.A.E.C.L.....	Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.	E.D.F.....	Electricité de France.
C.D.J.A.....	Centre départemental des jeunes agriculteurs.	E.M.C.....	Entreprise minière et chimique.
C.D.S.....	Centre des démocrates sociaux.	E.N.A.....	Ecole nationale d'administration.
C.E.A.....	Commissariat à l'énergie atomique.	E.N.I.M.....	Etablissement national des invalides de la marine.
C.E.C.A.....	Communauté européenne du charbon et de l'acier	F.A.C.....	Fonds d'action culturel.
C.E.E.....	Communauté économique européenne.	F.A.C.....	Fonds d'aide et de coopération.
C.G.C.....	Confédération générale des cadres.	F.A.R.....	Force d'action rapide.
C.G.I.....	Code général des impôts.	F.C.P.....	Fonds commun de placement.
C.G.T.....	Confédération générale du travail.	F.C.T.V.A.....	Fonds de compensation de la T.V.A.
C.H.R.....	Centre hospitalier régional.	F.E.N.....	Fédération de l'éducation nationale.
C.H.U.....	Centre hospitalo-universitaire.	F.E.O.G.A.....	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.
C.J.C.E.....	Cour de justice des communautés européennes.	F.I.A.M.....	Fonds interactivité d'aménagement de la montagne.
C.M.P.....	Commission mixte paritaire.	F.I.D.I.P.R.A.....	Fédération interdépartementale de défense des intérêts des préretraités et retraités assimilés.
C.N.A.F.....	Caisse nationale d'allocations familiales.	F.I.N.U.L.....	Force d'interposition des Nations-Unies au Liban.
C.N.A.M.....	Caisse nationale d'assurance maladie.	F.L.N.C.....	Front de libération nationale corse.
C.N.A.V.....	Caisse nationale d'assurance vieillesse.	F.L.N.K.S.....	Front de libération nationale kanak socialiste.
C.N.C.A.....	Centre national de la communication audiovisuelle.	F.M.V.J.....	Fédération mondiale des villes jumelées.
C.N.C.A.....	Caisse nationale du crédit agricole.	F.N.D.S.....	Fonds national pour le développement du sport.
C.N.C.L.....	Commission nationale de la communication et des libertés.	F.N.E.....	Fonds national pour l'emploi.
C.N.E.S.....	Centre national d'études spatiales.	F.N./R.N.....	Front national/Rassemblement national.
C.N.I.L.....	Commission nationale de l'informatique et des libertés.	F.N.S.....	Force nucléaire stratégique.
C.N.J.A.....	Centre national des jeunes agriculteurs.		

F.O.R.M.A.	Fonds d'orientation des marchés agricoles.	P.I.B.	Produit intérieur brut.
F.O.S.T.	Force océanique stratégique.	P.I.L.	Programme d'insertion locale.
F.S.G.T.	Fonds spécial de grands travaux.	P.I.M.	Programme intégré méditerranéen.
G.A.E.C.	Groupement agricole d'exploitation en commun.	P.L.A.	Prêt locatif aidé.
G.A.T.T.	General agreement on tariffs and trade.	Plan E.M.E.P.	Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe.
G.F.A.	Groupement foncier agricole.	P.L.D.	Plafond légal de densité.
G.I.A.T.	Groupement des industries d'armement terrestre.	P.M.E.	Petites et moyennes entreprises.
G.V.T.	Glissement, vieillesse, technicité.	P.M.I.	Protection maternelle et infantile.
H.L.M.	Habitation à loyer modéré.	P.M.U.	Pari mutuel urbain.
I.D.S.	Initiative de défense stratégique.	P.O.S.	Plan d'occupation des sols.
I.F.R.E.M.E.R.	Institut français de la recherche et l'exploitation de la mer.	P.R.	Parti républicain.
I.G.A.	Inspection générale de l'administration.	P.S.	Parti socialiste.
I.G.A.S.	Inspection générale des affaires sociales.	P.T.T.	Postes, téléphone et télécommunications.
I.G.F.	Impôt sur les grandes fortunes.	P.V.D.	Pays en voie de développement.
I.G.P.N.	Inspection générale de la police nationale.	R.F.A.	République fédérale d'Allemagne.
I.G.S.	Inspection générale des services.	R.F.I.	Radio-France-International.
I.N.A.	Institut national de l'audiovisuel.	R.F.O.	Radio-France-outré-mer.
I.N.A.O.	Institut national des appellations d'origine.	R.F.P.	Régie française de publicité.
I.N.R.A.	Institut national de recherches agronomiques.	R.P.C.R.	Rassemblement pour la Calédonie dans la République.
I.N.S.E.E.	Institut national de la statistique et des études économiques.	R.P.R.	Rassemblement pour la République.
I.N.S.E.R.M.	Institut national de la santé et de la recherche médicale.	S.A.C.E.M.	Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique.
I.U.T.	Institut universitaire de technologie.	S.A.F.E.R.	Société d'aménagement foncier et d'établissement rural.
I.V.G.	Interruption volontaire de grossesse.	S.C.P.R.I.	Service central de protection contre les rayonnements ionisants.
J.O.C.	Jeunesse ouvrière chrétienne.	S.D.A.M.U.	Service départemental d'aide médicale d'urgence.
L.I.C.R.A.	Ligue contre le racisme et l'antisémitisme.	S.E.I.T.A.	Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes.
M.C.M.	Montants compensatoires monétaires.	S.F.P.	Société française de production.
M.D.P.A.	Mines de potasse d'Alsace.	S.G.D.N.	Secrétariat général de la défense nationale.
M.R.A.P.	Mouvement contre le racisme et pour l'amitié des peuples.	S.I.C.A.V.	Société d'investissement à capital variable.
M.R.G.	Mouvement des radicaux de gauche.	S.I.D.A.	Syndrome immuno-déficitaire acquis.
O.I.D.	Opérations intégrées de développement.	S.J.T.I.	Service juridique et technique d'information.
O.L.P.	Organisation de libération de la Palestine.	S.L.E.C.	Société locale d'équipement du câble.
O.N.A.C.	Office national des anciens combattants.	S.M.E.	Système monétaire européen.
O.N.A.S.E.C.	Office national à l'action sociale éducative et culturelle.	S.M.I.C.	Salaire minimum interprofessionnel de croissance.
O.N.F.	Office national des forêts.	S.N.E.	Syndical national de l'édition.
O.N.I.	Office national d'immigration.	S.N.E.P.	Société nationale des entreprises de presse.
O.P.A.C.	Office public d'aménagement et de construction.	S.N.L.E.	Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins.
O.P.A.H.	Opérations programmées d'amélioration de l'habitat.	T.D.F.	Télédiffusion de France.
O.P.H.L.M.	Office public d'habitations à loyer modéré.	T.G.V.	Train à grande vitesse.
O.R.S.T.O.M.	Institut français de recherche pour le développement en coopération.	T.O.M.	Territoires d'outre-mer.
O.T.A.N.	Organisation du traité de l'Atlantique Nord.	T.U.C.	Travaux d'utilité collective.
P.A.C.	Politique agricole commune.	T.V.A.	Taxe sur la valeur ajoutée.
P.A.F.	Plan d'action foncière.	U.D.F.	Union pour la démocratie française.
P.A.H.	Prime à l'amélioration de l'habitat.	U.E.O.	Union de l'Europe occidentale.
P.A.L.U.L.O.S.	Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale.	U.E.R.	Unité d'enseignement et de recherche.
P.A.P.	Prêt d'accession à la propriété.	U.G.B.	Unité de gros bétail.
P.A.Z.	Plan d'action de zone.	U.N.A.P.A.	Union nationale des associations de défense des préretraités et retraités assimilés.
P.C.	Prêts conventionnés.	U.N.E.D.I.C.	Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
P.C.F.	Parti communiste français.	U.N.I.L.	Union nationale interprofessionnelle du logement.
P.E.J.	Plan d'emploi des jeunes.	Z.A.C.	Zone d'aménagement concerté.
P.E.L.	Prêt d'épargne logement.	Z.I.F.	Zone d'intervention foncière.
P.E.R.	Plan d'épargne retraite.		
P.I.A.O.	Permanence d'information, d'accueil et d'orientation.		

ECOLE TECHNIQUE NORMALE DES ARMEMENTS TERRESTRES

Voir *Questions orales sans débat* 28.

ECOLES**Directeurs d'**

Voir *Enseignement préscolaire et élémentaire* 1.

ECOLES MATERNELLES

Voir *Questions au Gouvernement* 199.

ECOLES MILITAIRES**Recrutement**

Voir *Questions orales sans débat* 137.

ECONOMIE ET FINANCES

Voir *Traités et conventions* 13, 18, 20.

ECOUTES TELEPHONIQUES

Voir *Déclarations du Gouvernement* 1.

EDUCATION SEXUELLE

Voir *Enseignement secondaire* 1.

ELECTIONS ET REFERENDUMS

1. — Projet de loi n° 8 relatif à l'élection des députés et autorisant le Gouvernement à délimiter par ordonnances les circonscriptions électorales.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 9 avril 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; lettre de M. Jacques Chirac, en date du 16 mai 1986, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française sur ce projet. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pascal Clément (16 avril 1986). — Rapport n° 111 (15 mai 1986). — Discussion le 20 mai 1986. Engagement de la responsabilité du Gouvernement conformément à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution. Texte considéré comme adopté le 22 mai 1986, la motion de censure déposée le 20 mai 1986 n'étant pas adoptée. — Projet de loi n° 2.

Sénat (première lecture), n° 390 (1985-1986). — Dépôt le 27 mai 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jacques Larché. — Rapport n° 391 (1985-1986) (28 mai 1986). — Discussion les 3 et 4 juin 1986. — Adoption le 4 juin 1986. — Projet de loi n° 122 (1985-1986).

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 2 juillet 1986 (*J.O.* du 3 juillet 1986) (p. 8282). — Rectificatif (*J.O.* du 30 juillet 1986) (p. 9395).

Loi n° 86-825 du 11 juillet 1986, publiée au *J.O.* du 12 juillet 1986 (p. 8700).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 8
et ceux de la loi n° 86-825

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES <i>Journal officiel</i>	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
TITRE PREMIER					
DISPOSITIONS MODIFIANT LE REGIME ELECTORAL DE L'ASSEMBLEE NATIONALE					
1		Rétablissement de certaines dispositions du code électoral antérieures à la loi du 10 juillet 1985.	Première lecture (1): 20 mai 1986	981	1
2		Révision des limites des circonscriptions en fonction de l'évolution démographique.	Première lecture (1): 20 mai 1986	981	2
3		Abrogation du 2 ^e alinéa de l'article L. 178-1 du code électoral.	Première lecture (1): 20 mai 1986	981	3
4		Modification des dispositions concernant les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française.	Première lecture (1): 20 mai 1986	981	4
TITRE II					
DISPOSITIONS AUTORISANT LE GOUVERNEMENT A DELIMITER PAR ORDONNANCES LES CIRCONSCRIPTIONS ELECTORALES					
5		Autorisant le Gouvernement à établir la délimitation des circonscriptions dans un délai de 6 mois.	Première lecture (1): 20 mai 1986	981	5
6		Autorisant le Gouvernement à déterminer les circonscriptions du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de celui de la Polynésie française dans le même délai.	Première lecture (1): 20 mai 1986	981	6
7		Création d'une Commission pour avis indépendante, avant transmission des ordonnances au Conseil d'Etat.	Première lecture (1): 20 mai 1986	981	7
8		Dépôt du projet de ratification avant le 31 décembre 1986.	Première lecture (1): 20 mai 1986	981	8
TITRE III					
DISPOSITIONS DIVERSES					
	9A (A.N.)	Additif à l'article L. 30 du code électoral.	Première lecture (1): 20 mai 1986	981	9
9		Entrée en vigueur du nouveau système électoral pour le prochain renouvellement de l'Assemblée nationale.	Première lecture (1): 20 mai 1986	981	10

(1) Engagement de la responsabilité du Gouvernement conformément à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution le 20 mai 1986, p. 980. Adoption du projet en première lecture, à la suite du rejet de la motion de censure le 22 mai 1986 (p. 1071).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [20 mai 1986] (p. 966).

Attachement de certains membres de l'opposition au scrutin majoritaire : *Pasqua (Charles)* (p. 977).

Circonscriptions (découpage des -) : *Clément (Pascal)* (p. 967, 968) ; *Pasqua (Charles)* (p. 978).

Circonscriptions (démographie des différentes - et écarts de population) : *Clément (Pascal)* (p. 968, 969) ; *Ducoloné (Guy)*

(p. 969) ; *Pasqua (Charles)* (p. 973, 978) ; *Chirac (Jacques)* (p. 979).

Commission des sages (instauration d'une -) : *Clément (Pascal)* (p. 970) ; *Pasqua (Charles)* (p. 978) ; *Chirac (Jacques)* (p. 979).

Débat (absence de -) : *Joxe (Pierre)* (p. 969) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 970).

Dissolution (droit de -) : *Pasqua (Charles)* (p. 974).

Enracinement du scrutin majoritaire dans l'histoire constitutionnelle : *Pasqua (Charles)* (p. 976).

Indépendance de l'élu : *Clément (Pascal)* (p. 966).
 Institutions de la V^e République (scrutin majoritaire nécessaire au fonctionnement des -) : *Pasqua (Charles)* (p. 974).
 Liberté de choix de l'électeur : *Clément (Pascal)* (p. 966) ; *Pasqua (Charles)* (p. 974 à 976).

Majorité (expression de la -) : *Clément (Pascal)* (p. 967).

Majorité de Gouvernement (scrutin majoritaire garantissant une -) : *Clément (Pascal)* (p. 966, 967) ; *Pasqua (Charles)* (p. 973, 974, 976) ; *Chirac (Jacques)* (p. 978).

Occupation (rôle de l'opposition pendant l'-) : *Pasqua (Charles)* (p. 975).

Ordonnances (recours aux -) : *Pasqua (Charles)* (p. 977).

Rappels aux règlements : *Asensi (François)* (p. 970, 971) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 971) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 971, 972) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 972, 973).

Rapprochement entre l'élu et l'électeur : *Clément (Pascal)* (p. 966) ; *Pasqua (Charles)* (p. 975).

Taux de participation : *Clément (Pascal)* (p. 967).

Engagement de la responsabilité du Gouvernement conformément à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution (20 mai 1986) (p. 980).

Adoption du projet de loi, à la suite du rejet de la motion de censure (22 mai 1986) (p. 1071).

2. — Proposition de loi n° 60 tendant à prévoir des dispositions relatives aux **déclarations de patrimoine et de revenus** à établir par les parlementaires, les membres du Gouvernement et les maires des communes de plus de 30 000 habitants.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Jean-Pierre Delalande. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Patrick Devedjian (29 mai 1986).

3. — Proposition de loi n° 76 tendant à abroger la loi n° 85-690 du 10 juillet 1986 modifiant le code électoral et relative à l'**élection des députés**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par MM. Gilbert Barbier et Henri Bouvet. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pascal Clément (29 mai 1986).

4. — Proposition de loi n° 77 tendant à modifier les conditions de présentation des candidats à l'**élection des conseillers municipaux** dans les communes de 3 500 habitants au plus.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Pierre Weisenhorn. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. André Fanton (29 mai 1986).

5. — Proposition de loi n° 83 tendant à tirer toutes les conséquences de l'**incompatibilité** instituée entre un **mandat de parlementaire et l'exercice de fonctions publiques non électives**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Jean-Marie Le Pen et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Ronald Perdomo (29 mai 1986).

6. — Proposition de loi n° 93 tendant à réprimer la **falsification des procès-verbaux** des opérations électorales.

Sénat (première lecture), n° 203 (1982-1983), dépôt le 2 avril 1983 par M. Pierre Salvi et n° 283 (1982-1983), dépôt le 29 avril 1983 par M. Jean Colin. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Pierre Salvi. — Rapport n° 380 (1982-1983) (8 juin 1983). — Discussion le 15 juin 1983. — Adoption le 15 juin 1983. — Proposition de loi n° 140 (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), septième législature : n° 1686, dépôt le 16 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Poperen

(1^{er} juillet 1983), huitième législature : n° 93. — Dépôt le 28 avril 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. André Fanton (29 mai 1986).

7. — Proposition de loi n° 94 tendant à compléter l'article L 30 du code électoral, relatif à l'**inscription sur les listes électorales** en dehors des périodes de révision. — *Sénat* (première lecture), n° 221 (1982-1983), dépôt le 8 avril 1983 par M. Henri Belcour et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. François Collet. — Rapport n° 395 (1982-1983) (15 juin 1983). — Discussion le 21 juin 1983. — Adoption le 21 juin 1983. — Proposition de loi n° 148 (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), septième législature : n° 1606, dépôt le 21 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Richard (7 juillet 1983), huitième législature : n° 94. — Dépôt le 28 avril 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. André Fanton (29 mai 1986).

8. — Proposition de loi n° 112 tendant à instituer la représentation proportionnelle pour l'**élection des conseillers généraux**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Jean Giard et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

9. — Proposition de loi n° 121 tendant à élargir la procédure du **vote par procuration**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Claude Birraux et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

10. — Proposition de loi n° 228 tendant à modifier la situation juridique des **fonctionnaires et agents publics exerçant une fonction élective nationale ou européenne**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par M. Albert Brochard. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

11. — Proposition de loi n° 330 tendant à prévenir et à sanctionner les **fraudes électorales**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Alain Griotteray. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

12. — Proposition de loi n° 331 tendant à adapter la législation afférente aux **sondages d'opinion** et à l'**affichage publicitaire politique** en période préélectorale.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

13. — Proposition de loi n° 361 relative au **financement des campagnes électorales** lors des élections législatives, cantonales et municipales.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 12 août 1986 par Mme Florence d'Harcourt. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

14. — Proposition de loi organique n° 362 tendant à créer un nouveau cas de **déchéance du mandat parlementaire**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 12 août 1986 par Mme Florence d'Harcourt. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.